



Assemblée générale

UN LIBRARY

OCT 9 - 1992

UN/SA COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/47/326/Add.4
5 octobre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
Point 130 de l'ordre du jour

CONVENTION SUR LES IMMUNITES JURIDICTIONNELLES
DES ETATS ET DE LEURS BIENS

Rapport du Secrétaire général

Additif

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
II. REPONSES RECUES DES ETATS	2
Pays-Bas	2

PAYS-BAS

[Original : anglais]

[29 septembre 1992]

A. INTRODUCTION

1. Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas se félicite de l'occasion qui lui est donnée par la résolution 46/55 de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1991, de présenter par écrit des commentaires et observations sur le projet d'articles sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens adopté par la Commission du droit international.

2. Le Gouvernement des Pays-Bas appuie en principe la conclusion de la Commission du droit international selon laquelle le moment est venu d'organiser une conférence diplomatique chargée d'examiner les articles sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens. Le Gouvernement juge cependant nécessaire d'évaluer plus en détail l'effet que certains faits intervenus récemment dans la politique internationale ont eu sur les immunités des Etats.

3. Dans le présent exposé, le Gouvernement des Pays-Bas se bornera à présenter des observations sur certaines caractéristiques essentielles du projet de la Commission du droit international. Il se réserve le droit de présenter ultérieurement des observations sur d'autres éléments du projet.

B. La notion d'immunité des Etats

4. L'article 5 est l'une des dispositions clefs du projet de la Commission du droit international. A ce titre, il devrait jouer un rôle important dans les consultations préconisées ci-dessus. Dans leurs réponses concernant le premier projet, divers pays ont accordé une attention considérable à cet article. En ce qui concerne la notion d'immunité des Etats, le Gouvernement des Pays-Bas souscrit au principe selon lequel toutes les personnes juridiques, y compris les Etats, sont égales devant la loi. Une conséquence de ce principe est que les Etats ne peuvent invoquer l'immunité que dans un nombre limité de cas. Il faut rechercher un équilibre entre les domaines dans lesquels les Etats peuvent toujours invoquer l'immunité (domaines qui peuvent être énoncés dans une "liste positive") et ceux dans lesquels il est sans pertinence que l'une des personnes juridiques en cause soit un Etat. De l'avis du Gouvernement des Pays-Bas, un minimum de base consistant en une liste positive de domaines relevant de l'immunité des Etats, liste à laquelle pourraient s'ajouter des déclarations individuelles d'Etats relatives à des domaines supplémentaires dans lesquels l'immunité peut être invoquée, serait le meilleur moyen de faire accepter le projet et de contribuer au développement du droit international.

C. La notion d'Etat

5. De l'avis du Gouvernement des Pays-Bas, la notion d'"Etat" définie au paragraphe 1 b) de l'article 2 est trop large. Enumérer les organes ou entités susceptibles d'être compris dans la définition d'un Etat a peut-être l'avantage de la clarté mais aboutit en l'occurrence à une catégorie trop large d'organes et entités pouvant, dans certaines conditions, invoquer l'immunité. De plus, la liste semble aboutir en quelque sorte à un renversement de la charge de la preuve en ce sens qu'une entité qui figure sur la liste est considérée comme agissant comme un Etat à moins que le contraire ne soit prouvé. Or, en pratique, c'est le contraire qui sera vrai pour certaines entités : ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles qu'elles pourront être réputées être des Etats. Selon le Gouvernement des Pays-Bas, il serait préférable d'adopter une définition plus générale exprimant clairement le principe selon lequel l'entité intéressée agit au nom de l'Etat dans l'exercice de la "puissance publique".

D. La notion de transaction commerciale

6. L'expression "transaction commerciale" peut soulever de nombreux problèmes d'interprétation. Dans le projet de la Commission du droit international, l'expression est en quelque sorte définie tautologiquement et, de plus, si largement qu'en principe, tout contrat conclu par un Etat - à l'exception des contrats d'emploi - rentre dans la définition. On ne peut guère compter que les critères énoncés au paragraphe 2 et plus spécialement le deuxième critère ("il faut aussi prendre en considération son but si, dans la pratique de l'Etat qui y est partie, ce but est pertinent pour déterminer la nature non commerciale du contrat ou de la transaction") auront un effet restrictif sur l'interprétation et la portée du terme "transaction". Selon le Gouvernement des Pays-Bas, il faudrait supprimer ce deuxième critère, comme plusieurs Etats l'ont suggéré dans leurs réponses au premier projet.

E. Questions diverses

7. Selon le Gouvernement des Pays-Bas, il serait préférable de rendre les articles inapplicables à toute question ayant trait à l'immunité des navires. En effet, lorsque des problèmes se posent dans ce domaine, on peut recourir à la Convention internationale pour l'unification de certaines règles concernant les immunités des navires d'Etat, conclue à Bruxelles en 1926 ^{1/}.

8. L'article 18, qui a trait aux mesures de contrainte, se limite aux mesures dirigées contre des biens d'Etat. Le Gouvernement des Pays-Bas se demande si cela implique qu'un Etat peut invoquer l'immunité si, par exemple, il apparaît

^{1/} Société des Nations, Recueil des Traités, vol. 176, No 4062, p. 199.

qu'une caution lui sera imposée par ordonnance prise au cours d'une procédure interlocutoire. De l'avis du Gouvernement, ce serait là une extension non souhaitable du nombre des cas où les immunités d'Etat peuvent être invoquées.

9. Enfin, le Gouvernement des Pays-Bas tient à appeler l'attention de la Commission du droit international sur le problème d'une éventuelle faillite d'Etat. La Commission a signalé que, ces dernières années, des discussions avaient régulièrement eu lieu sur la question de savoir s'il était souhaitable et/ou possible de déclarer des Etats en faillite. De l'avis du Gouvernement, il faudrait examiner plus avant si cette question peut être incluse dans une convention sur les immunités d'Etat et, dans l'affirmative, de quelle manière.
